

# *salaires* Le pipeau-bingo de la revalorisation fantôme

*« Toutes les divisions un peu simplistes que j'ai entendues ne sont pas exactes. »*

Jean-Michel Blanquer commentait ainsi le résultat de la division, des 4 à 500 millions d'euros, annoncés pour la revalorisation des personnels enseignants du second degré, par le nombre desdits personnels. Soit 35 à 40 € bruts mensuels en moyenne par personne.

Si le SNES-FSU a choisi cet indicateur pour évaluer la portée de la mesure, ce n'est pas par « simplisme » mais parce qu'il revendique une revalorisation de tous, pour compenser les retards accumulés depuis des décennies. Les conséquences en sont connues : les salaires des enseignants sont bien inférieurs à ceux de bien d'autres personnels de catégorie A de la Fonction publique et inférieurs aussi à ceux de leurs homologues européens.

## 7 milliards

Un autre calcul, tout aussi simple, permet de mesurer le déclassement des salaires des personnels du ministère de l'Éducation nationale du fait du gel de la valeur du point d'indice depuis 2010. Si les salaires avaient évolué comme les prix, les crédits de rému-

nération du budget de l'enseignement scolaire devraient compter 7 milliards de plus. Un certifié 8<sup>e</sup> échelon gagnerait 3 300 € bruts de plus par an soit 275 € de plus par mois... on est loin des 40 € et cela sans même avoir commencé à financer le début d'une revalorisation.

Mais pour le ministre, pas question, en réalité, de revaloriser les salaires des enseignants. Il a indiqué très clairement qu'il n'était nullement question de « saupoudrer », que les augmentations seraient « ciblées sur les débuts et milieux de carrière » et conditionnées à une « évolution systémique du métier ». Traduisons-le : annualisation des services, allongement

du temps de travail, raccourcissement des congés, bivalence, élargissement des missions... Tout cela accommodé à la sauce libérale, qui consiste à servir quelques primes à quelques-uns... par les chefs... Le 15 décembre, le ministre annonçait finalement la mobilisation de 10 milliards d'ici 2037 pour les seuls enseignants nés après 1975. Avec l'inflation, 10 milliards sur 18 ans pour détruire « en même temps » retraites, statuts, métiers, ce serait le jackpot... pour le gouvernement !

Pour le SNES-FSU, la revalorisation pour tous doit être immédiate et déconnectée de la réforme des retraites. ■

Fabienne Bellin

---

**Conditionnées  
par  
une évolution  
systémique  
du métier**

---